### **CREPS de La Réunion**



### **ACTE D'ENGAGEMENT**

### MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

### MAÎTRISE D'OUVRAGE

CREPS de La réunion Rte P.Tsiranana-CS61115 97495 Sainte-Clotilde

### **OBJET DU MARCHE**

N° 2021 / ...... Missions Maîtrise D'œuvre

PROJET Aménagement d'une unité de récupération balnéothérapie au Centre de Ressources et d'Expertise de la Performance Sportive

**CREPS** (site de Saint-Denis)

### **Procédure**

Marché à procédure adaptée passé en application de l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016

marché)

Date du marché	(Réservé pour la mention d'exemplaire unique du
Montant du marché € TTC	
Mois Mo	
mputation	

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence. Ce mois est appelé « mois zéro » (MO).

### Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur Le Directeur du CREPS de La réunion

**Personne habilitée à donner les renseignements** prévus à l'article 130 du Décret n°2016-360 du 25 mars du 2016

Monsieur Le Directeur du CREPS de La réunion

### Ordonnateur

Monsieur Le Directeur du CREPS de La réunion

### Comptable public assignataire

Monsieur l'agent comptable du CREPS

### A CONTRACTANT

### A remplir par le candidat, ENTREPRISE UNIQUE

### **ARTICLE 1 - CONTRACTANT**

Nom et prénom :		
☐ Agissant er	n mon nom personnel ou sous le nom de :	
Domicilié à :		
Tel.:	Fax:	
Courriel :		
□ <b>Agissant po</b> société)	our le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la	
Au capital de :		
Ayant son siège à :		
Tel.:	Fax:	
Courriel :		
N° d'identité d'éta	blissement (SIRET) :	
N°d'inscription □ a sociétés :	au répertoire des m étiers ou □ au registre du commerce et des	

Après avoir pris connaissance des documents du marché et après avoir produit les documents, certificats, attestations et déclarations visés à l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

- m'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent acte d'engagement dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne <u>me</u> lie toutefois que si son acceptation <u>m'</u>est notifiée dans un délai de 60 jours à compter de la date limite de remise des offres.

A remplir par les membres du GROUPEMENT D'ENTREPRISES

### **ARTICLE 1 - CONTRACTANTS**

Nous soussignés,

		Cotraitant 1 (mandataire)	
Nom et prénor	m :		
☐ Agissant	t en	mon nom personnel ou sous le nom de :	
Domicilié à :			
Tel. :		Fax:	
Courriel :			
□ Agissant société)	t po	ur le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la	
Au capital de :	. [		
Ayant son sièg	_		
à:			
Tel. :		Fax :	
Courriel :			
		olissement (SIRET):	
N° d'inscription sociétés :	n □ a	au répertoire des métiers ou   au registre du commerce et des	
		Cotraitant 2	
Nom et prénor	m :		
□ Agissant	t en	mon nom personnel ou sous le nom de :	
Domicilié à :			
Tel. :		Fax:	
Courriel :			
	t po	our le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la	
société)	<u> </u>	. , , , ,	
Au conital do	. г		
Au capital de : Ayant son siè			
à :	90		
Tel. :		Fax:	
Courriel :			
N° d'identité d	'étab	olissement (SIRET) :	
N° d'inscription sociétés :	n □ a	au répertoire des métiers ou   au registre du commerce et des	
		Cotraitant	
Nom et prénor	m :		

Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :
Domicilié à :
Tel. :
Courriel :
□ Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la
société)
Au capital de :
Ayant son siège à :
Tel. : Fax :
Courriel :
N° d'identité d'établissement (SIRET) :
N° d'inscription □ au répertoire des métiers ou □ au registre du commerce et des
sociétés :
Après avoir pris connaissance des documents des documents du marché et après avoir produit
les documents, certificats, attestations et déclarations visés à l'article l'article 51 du Décret
n°2016-360 du 25 mars 2016, <u>nous engageons</u> sans réserve, en tant que cotraitants (cocher
la case correspondante)
* groupés avec mandataire solidaire, représentés par :
2 alt - a

mandataire du groupement, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, la déclaration ou les certificats, attestations et déclarations mentionnés à l'article 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne <u>nous</u> lie toutefois que si son acceptation <u>nous</u> est notifiée dans <u>un délai de <u>180</u> jours à compter de la date limite de remise des offres.</u>

### **ARTICLE 2 - PRIX**

### 2.1 Forme et nature du prix

Le marché est passé à prix forfaitaires,

Les prestations sont rémunérées par application des **prix forfaitaires** indiqués dans le CDPGF <u>Indemnités</u>: En complément des dispositions du CCAP, le Maître d'Ouvrage n'accordera pas d'indemnités en cas de non réalisation d'une des missions.

### 2.2 Montant du marché

• Montant hors TVA :			
TVA au taux de	%,	soit	
Montant TVA inclus	se :		
Arrêté en lettres à			

### 2.3 <u>Délais de paiement – intérêts moratoires et indemnités pour frais de recouvrement</u>

Les sommes dues au titre du présent marché sont payées par mandat administratif dans un délai global de **30 jours** à compter de la date de réception des factures **correctement émises** et après vérification du service fait, au compte ouvert au nom du titulaire dont les coordonnées figurent dans l'acte d'engagement.

Pour le CREPS de La Réunion, le comptable assignataire est l'agent comptable du CREPS.

### 2.4 Montant sous-traité

### 2.4.1 Montant sous-traité désigné au marché :

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975.

Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe, récapitulé dans le tableau ci-après, constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Nature de la prestation	Montant hors T.V.A.	Montant de la T.V.A.	Montant T.V.A. incluse
Total			

### 2.4.2. Montant et répartition par membre du groupement :

Le tableau ci-dessous récapitule le montant des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. La répartition détaillée est donnée en annexe 1.

	Montant hors T.V.A.	Montant de la T.V.A.	Montant T.V.A. incluse
Cotraitant 1 (mandataire) :			
Cotraitant 2 :			
Cotraitant 3 :			
Total du marché			

### 2.5 Créance présentée en nantissement ou cession

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance que **je pourrais/ nous pourrons** présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

### **ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE**

### 3.1 DURÉE DU MARCHE

La durée globale du marché est de 23 **mois** y compris délai de garantie de parfait achèvement évalué à 12 mois.

### 3.2 DÉLAIS D'EXECUTION

Les durées prévisionnelles des différentes phases respectives sont les suivantes:

- Diagnostic et AVANT PROJET: 4 semaines

- PRO – DCE : 3 semaines

- Dossier Demande Permis ou D-P: 14 semaines

- A-C-T: 3 semaines

- Suivi de travaux et contrôle d'exécution : 20 semaines

- Réception : 1 semaine

Pour rappel : Suivie de la GPA : 12 mois

### 3.3 DELAI D'ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ETUDES

Sauf disposition contraire figurant dans la lettre de notification du marché, le délai du premier élément de mission à réaliser cours à compter de la date de commencement d'exécution fixée par ordre de service.

### 3.4 DELAI D'ACCEPTATION

Le délai maximal d'acceptation prévisionnel dans lequel le maître d'ouvrage ou son représentant procédera à l'acceptation des documents d'études pour chaque mission est fixé à 2 semaines.

Par dérogation à l'article 26.2 du CCAG PI, l'absence de réponse du maître d'ouvrage ou de son représentant dans les délais ci-dessus ne vaut pas acceptation du document d'études.

### **ARTICLE 4 - PAIEMENTS**

### 4.1 PAIEMENT DES TITULAIRES

Les modalités du règlement des comptes du marché sont spécifiés au CCAP.

### - Prestataire unique

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit (joindre un RIB ou RIP):

compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à:	
au nom de :	
sous le numéro :	clé RIB :
code banque :	code guichet :

Toutefois, le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

### - Groupement

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes (joindre un RIB ou RIP) :

Cotraitant 1 (mandataire)
compte ouvert à l'organisme bancaire :
à :
au nom de :
sous le numéro : clé RIB :
code banque : code guichet :
Cotraitant 2
compte ouvert à l'organisme bancaire :
à :
au nom de :
sous le numéro : clé RIB :
code banque : code guichet :
Cotraitant 3
compte ouvert à l'organisme bancaire :
à :
au nom de :
sous le numéro : clé RIB :
code banque : code guichet :

Toutefois, le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

### 4.2 PAIEMENT DES SOUS TRAITANTS

Pour les sous-traitants désignés au marché, le titulaire du marché communiquera la domiciliation bancaire complète de tous les intervenants ayant droit au paiement direct.

Pour les sous-traitants désignés en cours de marché, le maître de l'ouvrage se libèrera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Les déclarations des sous-traitants recensés dans les annexes, indiquant qu'ils ne tombent pas sous le coup des interdictions, visées aux articles 48 et 51 du Décret

2016-360 du 25 mars 2016, sont jointes au présent acte d'engagement.
4.3 <u>DECLARATIONS</u> (cocher les cases correspondantes)
J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché :
□ à mes (nos) torts exclusifs, ne pas tomber
□ à ses torts exclusifs que la société (le groupement) pour laquelle (pour lequel) j'interviens ne tombe pas
□ à leurs torts exclusifs, que les sociétés pour lesquelles nous intervenons ne tombent pas
sous le coup de l'interdiction découlant d'une condamnation pour infraction au code général des impôts (article 50 de la loi 52.401 du 14 Avril 1952 modifié par la loi 78.753 du 17 juillet 1978).
J'atteste (nous attestons) sur l'honneur que je n'ai pas fait (que nous n'avons pas fait) l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L341-6, L.125-1 et L.125-3 du code du travail.
Je certifie (nous certifions) sur l'honneur :
□ qu'ayant l'intention de faire appel pour l'exécution du contrat à des salariés de nationalité étrangère, ils sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France,
□ que je n'ai pas l'intention de faire appel pour l'exécution du contrat à des salariés de nationalité étrangère.
Les déclarations similaires des sous-traitants énumérés plus haut sont annexées au présent acte d'engagement.
4.4 <u>AVANCE</u>
□ Prestataire unique
Le prestataire désigné ci-devant :
□ <u>refuse</u> de percevoir l'avance prévue au CCAP.
□ <u>accepte</u> de percevoir l'avance prévue au CCAP.

materia and alla manageria llaviana a mutuma accidenta	
□ <u>refusent</u> de percevoir l'avance prévue au CCAP.	
□ <u>acceptent</u> de percevoir l'avance prévue au CCAP.	
Le paiement et le remboursement de l'avance seront effectués mandataire qui s'engage à les répartir entre les membres du group un caractère libératoire pour le maître d'ouvrage.  Les soussignés entrepreneurs groupés donnent par les présel l'accepte, procuration à l'effet de percevoir, répartir et rembours sommes dues au titre de l'avance.	ntes, au mandataire qui
ARTICLE 5 - SIGNATURES	
Fait en un seul original	
SIGNATURE DE L'ENTREPRISE	
A, le	
ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement	
ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.	
Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.  Le représentant du pouvoir adjudicateur	
Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.	
Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.  Le représentant du pouvoir adjudicateur	
Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.  Le représentant du pouvoir adjudicateur	
Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.  Le représentant du pouvoir adjudicateur	
Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.  Le représentant du pouvoir adjudicateur	
Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.  Le représentant du pouvoir adjudicateur	
Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.  Le représentant du pouvoir adjudicateur	
Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.  Le représentant du pouvoir adjudicateur	
Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.  Le représentant du pouvoir adjudicateur	

□ Groupement

DATE D'EFFET DU MARCHE
Reçu notification du marché en main propre le :Par :
Reçu l'avis de réception postal de la notification du marché signé le
(Coller ici l'accusé de réception postal)

### **ANNEXE 1**

Le tableau ci-dessous indique la répartition détaillée du montant des prestations que chacun des membres du **groupement** s'engage à exécuter.

Nature de la prestation (familles ou libellés des prix)	Cotraitant 1	Cotraitant 2	Cotraitant 3	Cotraitant
Montant Total hors T.V.A.				
Montant de la T.V.A.				
Montant Total T.V.A.incluse				

### ANNEXE N° 2 - DE L'ACTE D'ENGAGEMENT RELATIVE A LA PRESENTATION D'UN SOUS-TRAITANT

# A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice). Désignation du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice): CREPS de La Réunion Route P.Tsiranana- CS 61115 97495 Sainte-Clotilde Tél: +262 262947194 Adresse(s) internet: http://www.creps-reunion.com Personne habilitée à donner les renseignements (nantissements ou cessions de créances): Monsieur Le Directeur du CREPS de La réunion Comptable Assignataire des Paiements: Monsieur L'agent comptable

### B - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

## CONSULTATION 2021..... Missions Maîtrise D'œuvre

# PROJET Aménagement d'une unité de récupération balnéothérapie au Centre de Ressources et d'Expertise de la Performance Sportive

### CREPS de la Réunion-Site de Saint-Denis

### C - Objet de la déclaration du sous-traitant.

La présente déclaration de sous-traitance constitue : (Cocher la case correspondante.)

une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;

un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;

un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du .............

### D - Identification du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre,

les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]

E - Identification du sous-traitant.								
□ Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :								
□ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :								
□ Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :								
□ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : (Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)								
□ Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct (article 115 du code des marchés publics): (Cocher la case correspondante.)  NON  OUI								
F - Nature et prix des prestations sous-traitées.								
□ Nature des prestations sous-traitées :								

☐ Montant maximu	m des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :							
Article 1.	Taux de la TVA :							
Article 2.	Montant maximum HT :							
Article 3.	Montant maximum TTC :							
□ Modalités de va								
G – Conditions de p	aiement							
□ Compte à crédite (Joindre un relevé d'identi								
Nom de l'établissen	Nom de l'établissement bancaire :							
Numéro de compte	:							
☐ Conditions de pai	iement prévues par le contrat de sous-traitance :							
□ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :  NON OUI  (Cocher la case correspondante.)								
H - Capacités du so	us-traitant.							
l'avis d'appel publ consultation qui doi	ces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans ic à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de vent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour ités professionnelles, techniques et financières :							
*								
*								
*								
*								

### I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant.

**Le sous-traitant déclare sur l'honneur**, en application des articles 48 et 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2ème alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2ème alinéa de l'article 433-2, 8ème alinéa de l'article 434-9, 2ème alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1er et 2ème alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

- b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;
- g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement;
- h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- i) que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;
- j) fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger;
- k) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

### J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

(Cocher les cases correspondantes.)

La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 116 du code des marchés publics, en produisant en annexe du présent document :

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité

prévus à l'article	127	du (	décret	2016-360	du	25	mars	2016	qui	est	joint	au	présent
document;													

OU

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

K - Acceptation et ag	grément des conditions de p	alement du sous-traitant.		
Α	, le	Α	, le	
Le sous-traitant :		Le candidat ou le titulaire :		
•	pouvoir adjudicateur ou de l le sous-traitant et agrée ses	'entité adjudicatrice, compétent conditions de paiement.	pour signer	
Α	, le			
Le représentant du	pouvoir adjudicateur ou de l	entité adjudicatrice :		
L - Notification de l'a	acte spécial au titulaire.			
	lettre recommandée avec	En cas de remise contre récé	épissé :	
accusé de réceptio (Coller dans ce cadre l' signé par le titulaire.)	on : lavis de réception postal, daté et	Le titulaire reçoit à titre de copie du présent acte spécia		
		А	, le	

### ENGAGEMENT DÉONTOLOGIQUE DU PRESTATAIRE1

Dans le cadre de l'exécution du marché relatif à :
2021 / Missions Maîtrise D'œuvre : Aménagement d'une unité de
récupération balnéothérapie au Centre de Ressources et d'Expertise de
la Performance Sportive
* CREPS de La Réunion-Site de Saint-Denis
Je, soussigné(e)² :
• Nom :
• Prénom :
Agissant <sup>3</sup> :
☐ en mon nom propre (cas du prestataire individuel)
☐ pour le compte de la société en qualité de

Déclare avoir pris connaissance :

- de l'article 2 de la loi 2013/907 sur la transparence de la vie publique qui précise qu'est constitutif d'un « conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction » ;
- des obligations déontologiques renforcées qui m'incombent compte tenu de la nature des prestations qui me sont confiées, pour lesquelles j'assiste et je conseille le Pouvoir Adjudicateur dans l'exercice de ses fonctions et qui implique une réalisation de objective et indépendante de mes missions ;

Déclare par la présente que :

- à ma connaissance, il n'existe aucun fait ou élément, passé, actuel ou susceptible d'apparaître dans un avenir prévisible, qui pourrait remettre en question mon indépendance et celle de l'ensemble des membres de ma société dans l'exercice des missions qui nous sont confiées au titre du présent marché :
- en cas de doute sur une situation susceptible d'être incompatible avec mes missions, je prendrai toutes les mesures pour y mettre un terme sans délai ;
- en cas de doute sur une situation susceptible d'être incompatible avec mes missions, et m'en entretiendrai sans délai avec le représentant du Pouvoir Adjudicateur (le Directeur des Affaires Juridiques et des marchés) afin de déterminer si l'exercice impartial et objectif de mes missions n'est pas altéré et, le cas échéant, les mesures à prendre ;

### Confirme que

- si, dans le cadre de l'exercice de mes missions, je découvre l'existence ou l'apparition d'un conflit d'intérêts, je prendrai toutes les mesures pour y mettre un terme sans délai .
- j'assurerai la confidentialité de toutes les questions qui me seront confiées. Je ne révélerai aucune des informations confidentielles qui auront été portées à ma connaissance ou que j'aurai découvertes et m'abstiendrai de faire un usage abusif des informations qui m'auront été transmises.
- je m'engage en particulier à conserver de manière sûre et confidentielle les informations et les documents qui me seront communiqués ou dont je prendrai connaissance, et je m'engage à ne les exploiter qu'aux seules fins du bon accomplissement de ma mission et à ne les communiquer à aucune tierce partie. De plus, je m'engage à ne conserver aucune copie des informations écrites reçues.

\_

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>En cas de groupement, renseigner en autant d'exemplaires que de membres composant le groupement

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup>Personne dûment habilitée à s'engager au nom du prestataire

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup>Cocher la case correspondante

Mention lu et approuvé)		
	le	_
lom:	Signature	